

# Amérique latine et Caraïbes: Les impacts de la crise économique sur l'égalité des genres\*

Alma Espino - Norma Sanchís<sup>1</sup>

L'impact de la crise sur les droits des femmes:  
les perspectives sous-régionales

## Préambule

Cette série d'articles intitulée *L'impact de la crise sur les droits des femmes*, publiée par l'Association pour les droits de la femme et le développement (AWID), expose les perspectives sous-régionales sur les impacts de la crise économique actuelle sur les droits des femmes. Ces analyses ont été développées par des spécialistes et des activistes des droits des femmes afin de promouvoir des débats sur les décisions prises en réaction à cette crise. La série présente également des études en profondeur (une analyse interrégionale, une étude portant sur le nouveau scénario mondial, et une étude des réponses à la crise depuis une perspective féministe).

Cette série d'analyses constitue une ébauche qui a pour but de contribuer à l'identification des défis, des réactions potentielles et de faire des propositions depuis la perspective des droits des femmes. Ces articles se basent sur différentes réalités et impacts que la crise a dans diverses régions du monde. Les analyses ont également pour but de contribuer à promouvoir des réactions face à la crise qui prennent en compte l'égalité des genres et les droits des femmes et de promouvoir une transformation intégrale du système international afin qu'il soit plus inclusif et démocratique. Différentes régions soulèvent des préoccupations semblables, ce qui reflète des défis communs en ce qui concerne les droits des femmes de par le monde.

\* Original en espagnol

<sup>1</sup> Alma Espino et Norma Sanchis font parti du Réseau International de Genre et de Commerce (Red Internacional de Género y Comercio) – Chapitre Latinoaméricain.

La crise actuelle est une crise systémique, composée de plusieurs crises enchevêtrées: la récession économique mondiale, la crise du changement climatique, la crise des prix des aliments, et la crise énergétique. Toutes ces composantes contribuent à augmenter la pauvreté et l'inégalité dans différentes parties du monde, sans oublier les impacts du VIH. D'autre part, les traditionnelles relations de pouvoir entre acteurs internationaux sont en plein changement, les pays BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine), ou « pays à revenu intermédiaire » assument la grande partie du pouvoir (le Brésil et la Chine sont devenus des créanciers des États-Unis, des investisseurs importants du Fonds Monétaire International et tous les deux détiennent l'une des plus importantes sources de réserve du monde). La situation actuelle, qui est le résultat d'un système capitaliste de libre marché agressif développé durant la dernière décennie, demande une remise en question des modèles de développement dominants ainsi que des solutions considérées alternatives.

La crise n'est pas nouvelle pour la plupart des pays en développement, ceux-ci ont dû faire face à des crises dans les années 70, 80, 90 et au début des années 2000. Par contre, la crise actuelle a atteint des proportions mondiales lorsqu'elle a affecté les économies hégémoniques et leur rôle à l'échelle mondiale. Elle a également mis en évidence l'interconnexion entre les diverses réalités auxquelles font face les pays au sein de la mondialisation.

La crise systémique impose un défi de taille aux gouvernements, aux donateurs et à tous les acteurs et actrices du développement ainsi qu'aux activistes et aux décideurs qui doivent réinventer le système à long terme et réduire les impacts négatifs à court et à moyen terme. C'est pourquoi, comme plusieurs le préconisent, la crise représente également une opportunité historique de faire preuve d'audace et de créativité pour ainsi tenter de réparer les torts qu'a causé le système néolibéral. Puisque la crise est maintenant le moteur qui influence de nombreux choix liés au développement (de la dimension locale à la globale), et qu'elle va déterminer les approches sur le développement durant les années à venir, le rôle des femmes et l'égalité des genres en tant qu'objectifs centraux ne doivent plus être négligés. Non seulement parce que les femmes sont parmi les plus lourdement touchées par les impacts de cette crise, mais également parce qu'elles constituent des acteurs clé du développement dans la plupart des communautés de la planète, par leur légitimité et parce qu'elles occupent une position vitale qui leur permet de proposer des approches efficaces dans le but d'atténuer les impacts de la crise, pour promouvoir le respect des droits humains, la soutenabilité environnementale et les engagements pour le développement au niveau mondial.

Pour la préparation à la Conférence de haut niveau de l'Organisation des Nations Unies (ONU) sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement (New York, du 24 au 26 juin 2009), le *Women's Working Group on Financing for Development* (WWG) a fait part des inquiétudes au sujet des impacts de la crise sur les droits des femmes<sup>2</sup>, et a été très actif et engagé dans la promotion du rôle central de l'ONU en tant qu'institution légitime pour délibérer sur la crise depuis une approche multilatérale réellement inclusive.<sup>3</sup>

<sup>2</sup> Voir l'énoncé: *The G20 committed to save the global economy at the cost of women*, 17 novembre 2008, 11e forum international de AWID à [http://www.awid.org/eng/Enjeux-et-Analyses/Library/LE-G20-DECIDE-A-SAUVER-L-ECONOMIE-MONDIALE-AUX-DEPENS-DES-FEMMES/\(language\)/eng-GB](http://www.awid.org/eng/Enjeux-et-Analyses/Library/LE-G20-DECIDE-A-SAUVER-L-ECONOMIE-MONDIALE-AUX-DEPENS-DES-FEMMES/(language)/eng-GB)

<sup>3</sup> *Women's Working Group on Financing for Development*, énoncé provenant de la deuxième consultation des femmes tenue par WWG on FfD à New York du 24 au 26 avril 2009 à <http://www.awid.org/eng/About-AWID/AWID-News/A-call-for-structural-sustainable-gender-equitable-and-rights-based-responses-to-the-global-financial-and-economic-crisis>



Les solutions proposées par les mêmes acteurs qui ont causé la débâcle financière et économique sont inacceptables. Elles doivent être le résultat de processus où les gouvernements et la société civile puissent s'engager dans des dialogues enrichissants qui rendent la prise de décision plus adéquate aux besoins des personnes et plus respectueuse vis-à-vis des droits humains. La société civile et les gouvernements de tous les pays, dont ceux en développement, devraient être les acteurs centraux de ce processus de discussion sur la politique mondiale. Les espaces multilatéraux au sein de l'ONU sont les plus égalitaires et inclusifs du système international; ce sont aussi les seuls espaces de prise de décision qui assurent la participation des pays en développement et des acteurs provenant de la société civile.

Elles doivent s'appuyer sur des analyses qui permettent de déterminer l'influence des tendances sur les communautés et leur impact sur les femmes, ainsi que les différents territoires et groupes sociaux. Les réussites du développement social des deux dernières décennies, aussi limitées soient-elles sont actuellement en péril si l'essentiel des solutions face à la crise est uniquement porté sur la croissance de l'économie et un retour aux anciennes pratiques telles qu'on les connaît. C'est pourquoi les engagements face à la crise envers les droits des femmes et l'égalité des genres pris par les gouvernements et autres acteurs comme la Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), la plateforme d'action de Pékin en 1995 et les Objectifs du Millénaire pour le Développement doivent être remis en question.

C'est dans cet esprit que les auteurs des articles de cette série ont accepté le défi d'étudier les réponses aux questions suivantes:

- Considérant la diversité des situations dans lesquelles vivent les femmes, quels sont leurs principaux défis dans votre sous-région dans le contexte de la crise actuelle?
- Pouvez-vous identifier des actions concrètes ou initiatives (réactions à la crise) qui ont déjà connu des répercussions négatives et/ou positives sur la vie des femmes?
- Est-ce que les groupes de femmes de votre région font face à une discrimination croissante en lien direct ou indirect avec la crise financière?
- Si les mesures de stimulation n'incluent pas la perspective des droits humains et de l'égalité, existe-t-il des alternatives permettant de réformer ces mesures afin de les inclure?
- Si les gouvernements ou organismes régionaux n'ont toujours pas mis en place des mesures de stimulation ou des interventions concrètes face à la crise : quel sera selon vous l'impact de la non-confrontation de la crise à moyen terme au niveau national et régional?
- Quels sont les potentiels impacts prévus pour les femmes de votre région dans le contexte d'une récession mondiale? Quelles sont les plus grandes faiblesses de la région en rapport avec la crise économique?
- La Commission Stiglitz de l'ONU<sup>4</sup> et le G-20 essaient d'identifier les initiatives internationales qui ont pour but de réduire l'impact de la crise sur le développement. Croyez-vous que ces initiatives mondiales prennent en considération les défis auxquels les femmes sont confrontées?
- Quelles sont les façons d'aider les femmes de votre région face à la crise?

<sup>4</sup> Voir l'énoncé de *Women's Working Group on Financing for Development Statements* sur la Commission Stiglitz à [http://www.awid.org/eng/Issues-and-Analysis/Library/Women-s-Working-Group-on-FFD-Contributions-to-the-Stiglitz-Commission/\(language\)/eng-GB](http://www.awid.org/eng/Issues-and-Analysis/Library/Women-s-Working-Group-on-FFD-Contributions-to-the-Stiglitz-Commission/(language)/eng-GB) et les recommandations Stiglitz à <http://www.un-ngls.org/spip.php?page=cfr>

L'analyse des réponses à la crise requiert une nouvelle compréhension du rôle de l'État et de comment ce nouveau rôle affecte les femmes, en particulier par le biais de l'actuelle crise de l'économie de soins, (en relation avec le rôle clé de reproduction que jouent les femmes soutenant ainsi le système économique actuel à leur propre péril), mais également par rapport au risque qu'encourt le travail décent. Lorsque le rôle de l'État était réduit, une quantité de fonctions sociales, comme la santé, les soins aux enfants et l'éducation, étaient assurées par les femmes, habituellement ceci venait s'ajouter à leur travail rémunéré. Par conséquent, les femmes ont assumé les conséquences de la réduction de l'État, de façon disproportionnée, en particulier parce qu'elles assurent l'accomplissement de droits économiques et sociaux (tels que l'hébergement, la santé et l'éducation).<sup>5</sup>

Si une nouvelle ère post néolibérale est en train d'émerger, le nouveau système international devrait se construire sur la base des expériences communautaires, nationales, régionales et mondiales des différents acteurs du développement et à partir des demandes des droits des femmes. Cette lutte de longue haleine devrait faire l'objet d'une réinterprétation et être vastement communiquée afin de promouvoir des réponses alternatives à la crise.

Aujourd'hui, nous demandons des réactions holistiques à la crise systémique. Dans ce sens, nos propres efforts (parmi les mouvements et organisations de femmes) pour créer des discours alternatifs et avoir une influence sur le système international, devront se baser sur différents types de connaissances (informelles et formelles). Notre discours alternatif doit également se baser sur une approche holistique/transversale, en assurant un espace d'expression pour les groupes les plus exclus et en promouvant une transformation profonde du système en crise.<sup>6</sup>

### L'association pour les droits de la femme et le développement (AWID)

Copyright ©L'association pour les droits de la femme et le développement (AWID), Octobre, 2009

Auteurs: Alma Espino & Norma Sanchís

Coordination: Cecilia Alemany

Édition: Adrienne Beaudry

Traduction: Victoria Whitelaw

Édition: Elodie Martinez

Production: Michele Knab

Conception et disposition: Miriam Amaro (sicdos.org.mx)

<sup>5</sup> HIGHLIGHTS FROM THE STRATEGY MEETING: *To follow-up efforts on Aid Effectiveness, gender equality and the impact of the crisis on women*, 6 et 7 août 2009, New York, édité par Cecilia Alemany (AWID).

<sup>6</sup> HIGHLIGHTS FROM THE STRATEGY MEETING: *To follow-up efforts on Aid Effectiveness, gender equality and the impact of the crisis on women*, 6 et 7 août 2009, New York, édité par Cecilia Alemany (AWID).

## 1. Introduction

Au cours du dernier quadrimestre de 2008, une crise économique a débuté aux États-Unis et elle s'est étendue en affectant les institutions financières de l'ensemble du monde développé et en voie de développement. Cette crise, dont l'ampleur et la durée sont encore inconnues, est venue se superposer à d'autres crises – alimentaire, climatique et énergétique – dont les impacts se faisaient déjà fortement ressentir. Sans aucun doute, la crise économique a des conséquences sur la qualité de vie des populations. On prévoit que ses effets se feront sentir aussi bien au niveau macroéconomique que microéconomique et que les groupes sociaux les plus vulnérables seront probablement les plus affectés. Dès lors, quels seront les effets immédiats, à court et à long terme: i) sur les pays de la région ii) entre classes sociales iii) et entre hommes et femmes? Quelles sont les vulnérabilités pouvant aggraver les impacts de la crise?

La déréglementation et l'idéologie économique et sociale fondamentaliste qui prédominait ces dernières décennies se fiaient sur le « marché » pour garantir le bien-être humain, la stabilité du système et le destin des personnes. La crise que nous traversons actuellement montre que l'on a échoué dans la quête d'un développement durable qui réduit la pauvreté et promeut l'inclusion et l'équité sociale. Mais la crise est d'autant plus grave en Amérique Latine et dans les Caraïbes (ALC), où le ralentissement de la croissance économique vient s'ajouter à des niveaux de pauvreté et d'inégalité déjà élevés. (PNUD, 2009).

## 2. Mondialisation et crise

La globalisation a modifié les relations entre les espaces locaux et les marchés mondiaux ainsi que les dynamiques de pouvoir entre gouvernements, les entreprises transnationales et les organismes financiers et de réglementation internationale. Les conditions et les

opportunités d'emploi, la culture politique et de travail ainsi que la diffusion de phénomènes économiques entre pays ont également été touchés par la globalisation. L'ouverture des économies a permis aux entreprises transnationales d'augmenter leur rentabilité grâce à une main-d'œuvre peu coûteuse un peu partout dans le monde. Pour rendre cela possible, il a fallu non seulement ouvrir les marchés de capitaux, de biens et de services, mais aussi, et surtout, cloisonner la mobilité des personnes pour maintenir ces salaires peu élevés. Dans bien des cas, cette main-d'œuvre bon marché s'appuyait sur des inégalités de genre dans les marchés du travail et dépendait du travail féminin.

Le processus de globalisation est indissociable d'une innovation technologique accélérée. Les pays développés sont à la tête de ce phénomène car ils possèdent une forte capacité de création et d'expansion de leurs produits technologiques et ils ont la faculté de créer des avantages compétitifs, ce qui redéfinit le potentiel exportateur de leurs entreprises, ainsi que l'insertion internationale de chaque économie. La possibilité de continuellement améliorer la position des économies et les taux de rentabilité des entreprises dépend de la capacité de chacun à adopter ces innovations liées aux processus productifs, à la conception et à la qualité des produits, ainsi qu'aux stratégies de commercialisation, et à s'adapter à celles-ci.

Le coût de maintien d'un système qui produira continuellement de telles innovations est de plus en plus élevé, aussi bien pour celui qui les produit – car une meilleure innovation sera sur le marché avant que le producteur ne puisse récupérer son investissement – que pour celui qui la consomme (Ugarteche, 2009). De plus, les effets de concentration de capital que produisent les politiques néolibérales mises en œuvres dans beaucoup de pays durant les dernières décennies, ont donné place à une crise de surproduction, car la demande ne suit pas le rythme de croissance de l'offre, ce qui entraîne une diminution du taux de profit.



## Financiarisation

*La financiarisation se réfère au financement du capitalisme, soit à la part croissante que prennent les activités financières dans l'économie, au détriment des activités productives<sup>1</sup>. En d'autres mots: la financiarisation est la tendance du système économique à se développer à partir d'outils financiers, plutôt qu'à partir des bénéfices de l'économie réelle. Au lieu d'avancer de manière prudente et soutenable, le capital est emprisonné dans un cycle de stagnation et d'explosion financière<sup>2</sup> qui paraît sans fin.*

*La financiarisation a primé les bénéfices spéculatifs souvent réalisés sur de l'argent facile ou sur du crédit, au lieu de le faire sur la production<sup>3</sup>. Les marchés monétaires (devises, arbitrage, marché de futures, intermédiation financière) constituent presque 98 % de la totalité des transactions financières. Seuls 2 % ou moins financent les échanges sur des vraies marchandises<sup>4</sup>.*

*La financiarisation à grande échelle de l'économie est un phénomène relativement récent, qui voit ses origines dans les années 70<sup>5</sup>. Quand les détenteurs de capitaux ont amassé d'immenses excédents et se sont retrouvés face à un manque d'occasions intéressantes d'investir, leur solution principale a été d'augmenter leur demande en produits financiers afin de maintenir et d'augmenter le capital<sup>6</sup>. Du côté de l'offre, les institutions financières ont proposé bon nombre de nouveaux instruments financiers: les futures, les options, les produits dérivés, les fonds de couverture, pour ne citer que ceux-ci, qui étaient, entre autres, alimentés par des économies occidentales qui favorisaient les dettes<sup>7</sup>. En même temps, les monnaies nationales, les produits pétroliers, les produits agricoles et les matières premières sont devenus des actifs financiers<sup>8</sup>.*

*Le résultat de la financiarisation pour les sociétés occidentales se traduit par une importante soumission d'une partie de leurs revenus aux fluctuations de la valeur des actifs financiers<sup>9</sup>. Par conséquent, à l'échelle macro, le produit national a été de plus en plus exposé aux fluctuations et aux sociétés du marché financier dont la survie est de plus en plus à la merci des produits financiers<sup>10</sup>.*

1 Foster, J.B. (2007) "The Financialization of Capitalism," Monthly Review, April 2007, Volume 58, Number 11, disponible sur <http://www.monthlyreview.org/0407jbf.htm>

2 Foster, J.B. (2007) "The Financialization of Capitalism," Monthly Review, April 2007, Volume 58, Number 11, disponible sur <http://www.monthlyreview.org/0407jbf.htm>

3 Tandon, Y. (2009) "Putting Production over Trade and Finance," South Bulletin, South Centre, February 1, 2009, Issue 31.

4 Tandon, Y. (2009) "Putting Production over Trade and Finance," South Bulletin, South Centre, February 1, 2009, Issue 31.

5 Foster, J.B. (2007) "The Financialization of Capitalism," Monthly Review, April 2007, Volume 58, Number 11, disponible sur <http://www.monthlyreview.org/0407jbf.htm>

6 Foster, J.B. (2007) "The Financialization of Capitalism," Monthly Review, April 2007, Volume 58, Number 11, disponible sur <http://www.monthlyreview.org/0407jbf.htm>

7 Foster, J.B. (2007) "The Financialization of Capitalism," Monthly Review, April 2007, Volume 58, Number 11, available at <http://www.monthlyreview.org/0407jbf.htm> and Alliance for a Responsible, Plural and United World "Escaping from the Financialisation Maze: Finance for the Common Good," Series Socio-Economy of Solidarity, Proposal Papers for the XXIst Century, coordinated by Paul H. Dembinski.org/2009/eng/informes/7036.html

8 Alliance for a Responsible, Plural and United World "Escaping from the Financialisation Maze: Finance for the Common Good," Series Socio-Economy of Solidarity, Proposal Papers for the XXIst Century, coordinated by Paul H. Dembinski.

9 Alliance for a Responsible, Plural and United World "Escaping from the Financialisation Maze: Finance for the Common Good," Series Socio-Economy of Solidarity, Proposal Papers for the XXIst Century, coordinated by Paul H. Dembinski.

10 Alliance for a Responsible, Plural and United World "Escaping from the Financialisation Maze: Finance for the Common Good," Series Socio-Economy of Solidarity, Proposal Papers for the XXIst Century, coordinated by Paul H. Dembinski.

De manière plus précise, la « financiarisation » qui est à l'origine de cette crise mondiale s'est mêlée à une situation de déploiement de nouvelle technologie suite à une crise générale de productivité. La rentabilité a été assurée non pas sur base de l'économie réelle – les produits vendus – mais sur des manoeuvres financières de « caisses et de banques » et sur le passif des entreprises. (Ugarteche 2009).

*Alors que l'ouverture des économies aurait requis une plus grande vigilance des États, la tendance, dans la pratique, a été de diminuer la surveillance. Ce manque de réglementation, qui s'est révélé dramatique, ne l'a pas été uniquement en ce qui concerne les pratiques illégales, mais il a aussi permis une spéculation excessive. En grande partie, la crise financière et sa gravité ont été attribuées au manque de supervision du gouvernement des États-Unis car il avait « une confiance de plus en plus grande envers la capacité de l'économie de marché à s'auto-réglementer ». Selon Amartya Sen « la présente crise économique a été générée par l'immense surestimation de la sagesse des processus du marché ... » (Sen, 2009).*

### 3. L'Amérique latine : plus forte que lors des crises précédentes?

La CEPAL (2008) considère que la crise économique actuelle survient alors que la situation en Amérique Latine est meilleure que lors de crises précédentes. L'évaluation se base sur une croissance soutenue de 2003 à 2007, qui a atteint 5,7 % l'année dernière et qui se maintient, en dépit d'une diminution du taux en 2008 (4,5 %). Cet essor économique de la région s'est appuyé sur trois piliers: i. La valorisation internationale des matières premières, surtout des hydrocarbures, des minéraux et des métaux; ii. L'abondante disponibilité du financement extérieur et de liquidité, et les faibles taux d'intérêt du financement internatio-

nal; iii. L'augmentation des transferts de fonds des migrants vivant dans les pays développés vers leur pays d'origine.

De plus, les pays ont eu tendance, durant cette période, à appliquer des politiques qui ont accompagné un contexte international favorable, tel que l'excédent fiscal, la diminution de la dette extérieure en relation au PIB, les taux de change souples avec une intervention sur les marchés de change et l'augmentation des réserves, entre autres. Ces mesures ont eu pour conséquences l'amélioration des indicateurs des marchés professionnels, la création de nouveaux emplois et d'emplois salariés, l'amélioration de conditions professionnelles associées au secteur formel, la réduction du chômage (7,5 % moyenne régionale, mais 3 points en dessous depuis le début de la décennie) et finalement l'augmentation des salaires. La retombée immédiate a été la réduction considérable de la pauvreté (34,1 %) et de l'indigence (12,6 %), selon les données de 2007. Par conséquent, il y a eu une augmentation des dépenses sociales, qui ont contribué à améliorer la santé et l'éducation. Les programmes de transfert conditionnel des revenus au sein de la région ont bénéficié 85 millions de personnes.

Cependant, et malgré ce terrain propice, d'importantes faiblesses subsistent, telles que la dépendance aux exportations de biens de base, des niveaux élevés d'inégalités et de pauvreté et l'absence de vision intégrée de la protection sociale, ce qui aide à maintenir la structure d'une couverture sociale insuffisante et segmentée. S'il est vrai que la santé et l'éducation sont devenues plus accessibles, c'est au détriment de la qualité des services offerts.

La Directrice du Bureau Régional pour l'Amérique Latine et les Caraïbes de PNUD (Gryns-pan, 2009), signale que les faiblesses, au sein de la région, reposent sur le fait que la volatilité de la consommation est plus élevée que la volatilité du PIB. Par conséquent, en pério-

de de décélération du cycle économique, la pauvreté et les inégalités augmentent, mais se récupèrent lentement lorsque l'économie croît. Ainsi, la crise a transformé la pauvreté conjoncturelle en pauvreté structurelle.

#### 4. La propagation de la crise

La demande agrégée des pays émergents est très vulnérable au climat économique mondial parce qu'elle dépend de la demande externe et de l'investissement étranger. Par conséquent, plus l'interconnexion commerciale et financière des pays est importante, plus il faudra s'attendre à ce que les impacts soient importants. Dans le cas de l'Amérique Latine, les effets seront plus conséquents dans les pays qui ont un degré élevé d'interconnexion avec les États-Unis, comme le Mexique et les pays d'Amérique centrale. Par ailleurs, les pays bénéficiant de systèmes financiers plus réglementés et mieux capitalisés seront moins touchés. En même temps, l'importance relative des effets sur les différentes économies dépendra de la structure productive de chaque pays. En ce qui concerne les impacts sur l'égalité des genres, ceux-ci dépendront en grande partie de la place occupée par les femmes sur le marché du travail et des politiques de dépenses publiques relatives aux soins.

##### *Diminution de la liquidité internationale*

La crise de liquidité et la décélération de la croissance économique que traversent les pays développés provoquent de graves conséquences dans les autres pays. Le manque de liquidité limite la capacité des entreprises à financer des opérations de fusion et d'acquisition, qui constituent le moyen le plus important d'Investissements Étrangers Directs (IED) en Amérique Latine et dans les Caraïbes. La décélération de la croissance économique réduit l'utilisation de l'IED destinée à la recherche de l'efficacité et des ressources dans la région. En même temps, les

économies de la région voient leur attrait se réduire aux yeux des compagnies étrangères à la recherche de nouveaux marchés. Le manque de financement commercial rend l'accès au crédit difficile pour les entreprises locales. Les emprunteurs doivent faire face à des restrictions de crédit. Un renchérissement de celui-ci caractérise non seulement les marchés globaux financiers, mais aussi les marchés internes. En parallèle, l'augmentation de l'incertitude sera encore plus problématique pour les petites et moyennes entreprises qui souhaitent avoir accès aux ressources financières.

Selon un rapport de la CEPAL (2009d), les revenus de l'IED dans la région ont atteint en 2008 un record historique, s'élevant à plus de 128 000 millions de dollars. Ils avaient été octroyés, en général, avant le début de la crise. Les pays qui ont le plus bénéficié des investissements cette année sont le Brésil, le Chili et la Colombie. Ceux qui ont connu le plus grand recul sont le Mexique et les pays des Caraïbes. On prévoit que les changements économiques de la crise causeront en 2009 une baisse de 35 à 45 % de l'IED dans la région. La chute de l'IED ne fera qu'aggraver la récession régionale, augmentant le chômage, affectant principalement le secteur formel et entraînant probablement une révision à la baisse des projections de croissance pour l'année en cours.

##### *Décroissance de la demande interne*

La décélération des économies a un impact négatif sur le commerce mondial. Les estimations de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) prévoient que la diminution de la demande mondiale provoquera, en 2009, une diminution des volumes d'exportations de 9% environ, ce qui représente la plus grande

<sup>7</sup> « El Comercio Mundial en 2008 y Perspectivas para 2009 ». L'OMC prévoit une diminution de 9 % du commerce mondial en 2009 à cause de la récession. Communiqué de Presse, 24 mars 2009. Disponible sur [http://www.wto.org/spanish/news\\_s/pres09\\_s/pr554\\_s.pdf](http://www.wto.org/spanish/news_s/pres09_s/pr554_s.pdf)





contraction de ce genre depuis la Seconde Guerre mondiale. Pour les pays en développement, dont la croissance dépend principalement du commerce, la même source prévoit une diminution de 2 à 3 % des exportations. Pascal Lamy, Directeur Général de l'OMC, a donné l'alerte sur les pertes d'emplois liées au commerce et sur le danger de se tourner vers le protectionnisme, qui pourrait « asphyxier le commerce, moteur de la récupération »<sup>8</sup>.

Sans aucun doute, le flux des exportations dans la région se verra affecté. Bien que la composition des exportations varie d'un pays à l'autre en Amérique Latine et dans les Caraïbes, sa structure est dominée, en général, par des produits primaires du secteur agricole ou minier.

Les usines ont une plus grande incidence dans certains pays d'Amérique centrale et au Mexique, ce qui est lié à l'importance des activités des zones de traitement pour l'exportation (en espagnol: « maquilas » ou « maquiladoras ») et des zones franches. Depuis 20 ans, la croissance économique de l'Amérique centrale se base notamment sur les revenus produits par trois secteurs (le tourisme, les transferts de fonds de l'étranger et les zones de traitement pour l'exportation). Ces revenus ont représenté 65 % du total des exportations de biens ou 19 % du PIB en 2007.

Ces secteurs ont une forte incidence sur le travail et la vie des femmes de la région. La participation féminine est extraordinairement importante dans les activités des maquiladoras et des zones franches. « Vers 2001, l'industrie des maquiladoras au Costa Rica, au Salvador, au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua et en République Dominicaine produisait un total de 585 138 emplois directs, et entre 56 et 87 % de ceux-ci étaient occupés par des femmes. Ce chiffre pourrait s'avérer encore plus grand dans les faits, puisque la sous-traitance et le secteur informel sont considérables dans ces pays. » (Abramo, 2006).

### *Diminution des transferts de fonds*

Un trait caractéristique de la région est l'intensité de ses flux migratoires. Les États-Unis demeurent la destination principale, mais il est vrai que les destinations se sont diversifiées ces dernières décennies. Les transferts de fonds (« remesas » en espagnol) des migrants vers leur pays d'origine constituent une des sources financières les plus importantes.

Le marché du travail des économies développées s'affaiblit et cela aura des effets négatifs sur les transferts de fonds des travailleurs migrants vers leur famille dans leur pays d'origine. En Haïti, au Honduras, en Jamaïque, au Salvador, au Nicaragua et au Guatemala, les transferts de fonds des travailleurs et travailleuses représentent entre 15 % et 40 % du PIB. Au Belize, en Bolivie, en Équateur, à Grenade et en République Dominicaine, ces rentrées d'argent constituent entre 5% et 10% du PIB. Par conséquent, toute réduction des transferts de fonds aura un impact sur la situation des familles à faibles recours dans ces pays, où les femmes ont souvent le rôle de chef de famille. Il s'agit d'un facteur déterminant des impacts de la crise économique et financière mondiale sur l'emploi et la pauvreté de la région. En 2005, 191 millions de personnes, soit 3 % de la population mondiale, vivaient hors de leur pays de naissance. Les femmes constituaient 49 % de ce groupe. Elles sont attirées par la demande croissante de main-d'oeuvre non spécialisée dans le secteur des services des pays développés et se constituent en acteurs économiques indépendants et qui contribuent avec leurs transferts de fonds à la réduction de la pauvreté dans beaucoup de foyers des pays émetteurs. Les transferts de fonds vers les pays d'Amérique Latine et des Caraïbes au cours de cette année ont représenté 2,67 %

<sup>8</sup> « "El Comercio Mundial en 2008 y Perspectivas para 2009" ». L'OMC prévoit une diminution de 9 % du commerce mondial en 2009 due à la récession." Communiqué de Presse, du 24 mars 2009. Disponible sur [http://www.wto.org/spanish/news\\_s/pres09\\_s/pr554\\_s.pdf](http://www.wto.org/spanish/news_s/pres09_s/pr554_s.pdf).

du PIB de la région et se sont élevés à 53 600 millions de dollars, c'est à dire, 24,5 % du montant total des transferts d'argent. Des 9,9 millions de Mexicains résidant aux États-Unis, 44 % sont des femmes. 68 % de ces dernières occupent des postes d'aide ménagère, de baby-sitter et d'aide aux personnes âgées. En 2004, les femmes étaient responsables de 61 % du total des transferts reçus dans le pays. (CEPAL, 2007).

### *Diminution des prix des produits de base*

La décélération de la croissance mondiale entraîne également la diminution des prix des produits de base, ce qui veut dire qu'il se produira une détérioration des termes de l'échange dans l'ensemble de la région avec différents effets au sein de chaque pays. Il est prévu que les termes de l'échange diminueront de 7,8 % en 2009. Au Chili et au Pérou, deux pays exportateurs de métaux, ont estimé que les termes de l'échange diminueront de 30 % en 2009. De plus, comme conséquence de la chute des prix des biens primaires tels que le gaz, le pétrole et le cuivre, il pourrait se produire une chute des revenus fiscaux directs de l'ordre de 7 à 8 % du PIB.

En ce qui concerne le bloc régional MERCOSUR (le Marché Commun du Sud) où les aliments constituent une grande partie du total des exportations, la hausse de celles-ci observée en 2008, sera compensée dans sa quasi totalité par une diminution des exportations attendue pour 2009. Bien qu'il existe un manque de données officielles, il est prévu que les termes de l'échange au Mexique enregistrent une faible amélioration en 2008 et une diminution de plus de 2 % en 2009. Par contre, comme l'Amérique centrale et les Caraïbes sont des importateurs nets de produits de base, la chute des prix du pétrole, des métaux et des céréales, allégera et compensera en partie, les conséquences de la décélération économique mondiale et de la réduction des transferts de fonds.

## 5. Quels seront les impacts sociaux et sur l'égalité des genres?

Le rapport sur les Tendances Mondiales de l'Emploi 2009 de l'OIT estime que la crise pourrait générer quelques 50 millions de nouveaux chômeurs dans le monde, desquels 22 millions seraient des femmes. Dans le cas de l'Amérique Latine, le Panorama Professionnel 2008 a établi quelques scénarios qui prévoient que le chômage dans la région pourrait augmenter de 7,3 % en 2008 à un taux de 7,9 % à 8,3 % en 2009. Ceci signifie que pendant 2009 la région latino-américaine pourrait avoir entre 1,5 et 2,4 millions de nouveaux chômeurs<sup>9</sup>. Dans le même rapport, l'OIT estime que les personnes actives sur le marché du travail, mais qui ont un revenu inférieur au seuil de pauvreté de deux dollars par jours (l'OIT les définit comme des « travailleurs et travailleuses pauvres »), pourraient passer de 6,8 % en 2007 à 8,7 % en 2009. Ce phénomène implique une augmentation de cinq millions de travailleurs et travailleuses pauvres en Amérique Latine et dans les Caraïbes.

La CEPAL prévoit un impact différentiel de la crise en Amérique Latine sur les genres, dans la mesure où l'insertion des hommes et des femmes sur le marché du travail est différente. L'écart du taux d'emploi entre les femmes à revenus faibles et importants (I et V quintile) est plus élevé qu'entre les hommes à revenus faibles et élevés, ce qui reflète l'existence d'obstacles pour les plus pauvres, ce qui pourrait s'aggraver dans une situation de crise. En général, le chômage et l'informalité sont plus fréquents chez les femmes, ce qui implique une absence de protection sociale et une instabilité des revenus. Cependant, les conditions sont plus graves chez les femmes les plus pauvres: le chômage est plus élevé ainsi que le travail informel. Il est important de signaler que les

<sup>9</sup> OIT (2009) « América Latina y el Caribe frente a la crisis financiera: Recomendaciones de l'OIT et les initiatives des pays », le 2 mars 2009, disponible à [www.ilo.org/public/english/support/lib/financialcrisis/featurestories/story3.htm](http://www.ilo.org/public/english/support/lib/financialcrisis/featurestories/story3.htm).

## Les termes de l'échange

*Les termes de l'échange correspondent au ratio des prix des exportations par rapport à ceux des importations. Les variations des termes de l'échange sont le reflet des changements du ratio entre les prix à l'exportation et les prix à l'importation<sup>1</sup>. Ainsi, si les prix des exportations augmentent plus rapidement que les prix des importations, les termes de l'échange de ce pays s'améliorent. Si, cependant, les prix à l'importation augmentent plus rapidement que les prix à l'exportation, les termes de l'échange se détériorent pour ce pays.*

*Dans un contexte de récession mondiale, la demande mondiale tend à ralentir et, en conséquence, les exportations se voient affectées. Dans le cas de l'Amérique Latine et des Caraïbes, le déclin de la croissance mondiale aura un impact négatif dans les termes de l'échange.*

*Les termes de l'échange ont souvent été biaisés dans les pays en voie de développement à cause de divers facteurs structureaux ou politiques<sup>2</sup>. De 1980 à 2005, dans plusieurs pays d'Amérique Latine et d'Afrique, l'impact global des chocs des termes de l'échange a été négatif. Le commerce international, en ce sens, continue d'être une source importante d'instabilité pour les pays qui ont une économie peu diversifiée<sup>3</sup>. Cela dit, même les pays les moins développés, qui ont tenté de diversifier leur production de matières premières en s'engageant dans des activités à faible valeur ajoutée (nécessitant une main-d'oeuvre peu qualifiée), sont de plus en plus en concurrence entre eux et enregistrent des baisses dans leurs termes de l'échange<sup>4</sup>.*

*Le déclin des termes de l'échange soulève également des inquiétudes à cause de l'impact de la diminution des exportations produites dans les zones de traitement pour l'exportation (maquiladoras), où les femmes sont majoritaires. Quoi qu'il en soit, la plupart des programmes portant sur le genre et le commerce n'ont pas pu faire mieux que des initiatives fragmentaires de développement des capacités des femmes et des programmes les aidant à accéder au marché. Ces initiatives ne contestent pas les politiques macroéconomiques conventionnelles<sup>5</sup>, à l'origine même de la baisse des termes de l'échange. Les politiques commerciales dominantes doivent changer afin de prendre en compte les impacts de genre et favoriser l'accès des femmes aux ressources, aux droits liés au travail et à la prise de décision sur les questions commerciales.<sup>6</sup>*

*Les termes de l'échange peuvent affecter l'impact réel de l'Aide Officielle au Développement (AOD): les éventuels avantages prévisibles et adaptés de l'AOD, pourraient être annulés à cause de termes de l'échange négatifs, de paiements d'intérêts élevés sur la dette ou bien du rapatriement excessif des bénéficiaires, par exemple.<sup>7</sup>*

<sup>1</sup> Statistiques des Pays-Bas:

<http://www.cbs.nl/en-GB/menu/themas/dossiers/conjunctuur/publicaties/artikelen/archief/2008/2008-09-16-f.htm>

<sup>2</sup> Pheko, Liepollo Lebohng (2006) Interlocking features of Trade, Gender and Poverty," IGTN, Gender and Trade Network in Africa [GENTA], Presentation at Oxfam America Intra-regional workshop Addis Ababa, June 21-24 2006.

<sup>3</sup> Nations Unies, Département des Affaires Sociales et Economiques (2008) "World Economic and Social Survey," p. 6.

<sup>4</sup> Voir UNCTAD, The Least Developed Countries Report 2002: Escaping the poverty Trap, at iv-ix (2002). See also: [http://www.bc.edu/schools/law/lawreviews/meta-elements/journals/bcicl/27\\_2/07\\_TXT.htm](http://www.bc.edu/schools/law/lawreviews/meta-elements/journals/bcicl/27_2/07_TXT.htm)

<sup>5</sup> BRIDGE (2005) "Gender and Trade," Gender and Development: In Brief, December 2005, Issue 17, disponible sur <http://www.bridge.ids.ac.uk/dgb17.htm>

<sup>6</sup> BRIDGE (2005) "Gender and Trade," Gender and Development: In Brief, December 2005, Issue 17, disponible sur <http://www.bridge.ids.ac.uk/dgb17.htm>

<sup>7</sup> Francisco, Gigi (2009) "Intervention on increasing financial and technical cooperation for development," réalisé en collaboration avec DAWN, Women's Working Group pour le Financement du Développement (FFD, sigle en anglais), et le CSO Group pour le processus préparatoire de Doha sur le Financement du Développement pour la consultation informelle de l'Assemblée Générale des Nations Unies tenue à New York du 8 au 10 septembre 2008, disponible sur <http://www.choike.org/2009/eng/informes/7036.html>

données historiques placent un pourcentage plus élevé de femmes que d'hommes dans des secteurs de basse productivité.

Dans le cas des maquiladoras, les emplois directs créés par celles-ci en Amérique centrale s'élevaient à 411 502 au début de 2008. A la fin de la même année, l'industrie textile a perdu 51 538 emplois, une diminution moyenne de 13,5%. Le Nicaragua détient le taux record de 21,47%. Les femmes constituent 65% des personnes ayant perdu leur emploi. Durant le premier trimestre de 2009, 27 400 emplois ont été éliminés et le total pour 2008-2009 s'est élevé à 78 938 en Amérique centrale<sup>10</sup>. D'autres facteurs ayant une incidence sur les pertes d'emploi ont été observés et sont liés à l'introduction de nouveaux secteurs industriels n'ayant pas trait à la confection de vêtements et dans lesquels la participation féminine est moindre. Ces nouveaux secteurs poussent les entreprises de la région à fermer, pour des raisons de coûts.

La ségrégation de genre par secteur d'activité et par occupation est encore bien réelle et fait en sorte que certains secteurs sont disproportionnellement féminins. Ces activités, telles que le commerce formel, les services financiers, l'industrie de manufacture (notamment le textile et les maquiladoras en général), pourraient se voir bouleversées par la crise économique. Les activités liées au tourisme – la vente d'artisanat et de produits alimentaires, les restaurants, les hôtels, le service domestique – pourraient ressentir plus fortement les impacts de la contraction de l'activité économique, puisque sa demande et ses revenus sont très élastiques. De son côté, la chute de la demande de main-d'oeuvre des entreprises les plus importantes augmentera la proportion des emplois dans les secteurs de basse productivité, ce qui entraînera possiblement une augmentation du taux d'emploi dans l'économie parallèle qui, dans la zone ALC, atteint 52%. De plus, la diminution des ressources financières pourrait affecter négativement les dépenses sociales

et donc entraîner une pression supplémentaire sur les femmes. Elles devront assumer une plus grande part du travail domestique et des soins aux personnes dépendantes, tâches qui retombent traditionnellement sur elles.

## 6. Les impacts sur la pauvreté

Les prévisions montrent que l'augmentation du prix des aliments provoquera une augmentation de la pauvreté. On estime qu'une augmentation de 15 % des prix des aliments provoquerait une augmentation de la pauvreté de 2,8 %, cela signifie que le pourcentage de la population en situation de pauvreté passerait de 35,1 % en 2007, à 37,9 % en 2008. Si des politiques compensatoires ne sont pas mises sur pied, l'indigence pourrait également s'accroître de 12,7 % à 15,6 %. On anticipe un rebond dans la région en matière de malnutrition et de mortalité infantile et maternelle, ce qui annulerait les progrès observés dans la région ces dernières années (Grynspar, 2009).

Les femmes ont historiquement occupé une position peu avantageuse sur le marché de l'emploi. En outre, la pauvreté et la détérioration de la santé ont intensifié les activités non rémunérées liées aux soins domestiques que les femmes doivent réaliser pour pallier ces conséquences. Les politiques économiques menées dans la région durant les dernières décennies ont fragilisé encore davantage cette situation et ont contribué à une augmentation de la charge de travail des femmes. Une analyse féministe intégrale ne doit pas se borner à signaler les inconvénients et l'inégalité de l'insertion sociale et professionnelle des femmes: elle doit également évaluer dans quelle mesure certaines décisions de politiques sont prises en assumant une élasticité de la charge de travail professionnelle et domestique des femmes.

<sup>10</sup> Secrétariat Régional Latinoaméricain « La crisis anunciada de los capitales golondrina », disponible à [www.rel-uita.org/sindicatos/maquilas/crisis\\_anunciada.htm](http://www.rel-uita.org/sindicatos/maquilas/crisis_anunciada.htm).





Afin d'estimer les prévisibles impacts de la crise actuelle, il serait intéressant de se remémorer les effets de crises précédentes, telle que la dénommée « crise de la dette » dans les années 70 et 80 qui avait assailli le continent lorsque le Mexique a annoncé le moratoire de sa dette extérieure. A ce moment, un ensemble de mesures d'ajustement structurel avait été pris. Des mesures d'austérité ont également été adoptées pour affronter la crise du Mexique en 1994, ainsi que dans les pays affectés par la crise en Asie en 1997 et en Russie en 1998. Les conséquences de ces ajustements n'ont pas affecté la population uniformément. Les indices de pauvreté se sont creusés, tout comme l'écart entre les revenus, conduisant à une polarisation sociale croissante (Beneria 2003). Durant la crise financière d'Asie en 1998, par exemple, les femmes ont été affectées de manière disproportionnée sur le marché du travail. Les réponses politiques à cette crise ont été critiquées car elles ont imposé des restrictions des dépenses publiques et ont forcé à libéraliser davantage les marchés<sup>11</sup>.

Historiquement, les hommes et les femmes ont entretenu des liens différents avec le marché. En partie, ceci explique que les coûts entraînés par la récupération économique ne soient pas identiques pour les hommes et les femmes. Celles-ci sont doublement affectées; leur condition de femme ainsi que leur appartenance sociale déterminent leurs conditions de vie en temps de crise. De manière générale, les femmes deviennent des variables d'ajustement à la crise sur deux niveaux: au sein des familles et sur le marché de l'emploi. Au niveau des familles, le travail domestique s'intensifie pour s'auto-fournir les services de base que l'État ne fournit plus. En ce qui concerne le marché du travail, les femmes tendent à augmenter leur participation pour compenser le chômage masculin, bien que leurs emplois soient plus précaires, moins rémunérés, aux mauvaises conditions et avec des indices de chômage et de sous-occupation croissants. Ainsi, la double char-

ge du travail des femmes, à l'intérieur comme à l'extérieur du foyer, s'alourdit. L'adaptation à la crise s'effectue donc en présupposant une élasticité de la charge de travail des femmes.

De plus, la crise économique entraîne d'autres conséquences moins visibles, comme le stress et la violence domestique qui semblent s'intensifier pendant ces périodes. La perspective de voir les politiques publiques répondre aux demandes historiques des féministes se fait de moins en moins probable. Les ajustements aux dépenses sociales et aux resserrements budgétaires ont un impact sur les systèmes de santé et repoussent les possibilités d'obtenir, par exemple, des contraceptifs gratuits ou des services publics en matière d'avortement. Les mêmes conséquences s'observent au niveau de l'éducation et des programmes de formation en droits humains sur la violence. (Beneria, 2003).

En tenant compte de nos expériences antérieures en matière de crises, ainsi que des premiers impacts de la crise actuelle, il s'avère fort probable que la diminution des revenus et la perte d'emploi dans les secteurs industriel et exportateur, entre autres – à cause de la décroissance de la demande mondiale – auront un effet sur la population de l'ALC. Ces effets seront particulièrement pesants sur les femmes, qui sont la principale main-d'œuvre du secteur du tourisme. D'autre part, la restriction du crédit, par son impact sur le microcrédit, nuira grandement aux entrepreneuses et aux agricultrices. Enfin, les pays où de nombreux foyers se sustentent grâce aux transferts de fonds de l'étranger seront également en difficulté, car il sera ardu de compenser localement cette chute de revenus dans un marché de l'emploi aussi défavorable.

<sup>11</sup> « Interactive expert panel: Gender perspectives of the financial crisis », 53e séance de la Commission de la condition des femmes, disponible à <http://www.un.org/womenwatch/daw/csw/csw53/papers/Emerging%20issue-%20financial%20crisis%2023Feb09>.



## 7. Quelles sont les mesures prises par les gouvernements de la région?

Les gouvernements de l'ALC adoptent un vaste éventail de politiques pour affronter la crise et ses conséquences. Les mesures varient selon les impacts observés, la disponibilité de ressources et la capacité à assumer des politiques anticycliques. Il existe de fortes différences entre les pays sud-américains et ceux d'Amérique centrale et des Caraïbes.

Tandis que les premiers possèdent des réserves appréciables et bénéficient des ajustements financiers réalisés lors de crises précédentes<sup>12</sup>, les seconds n'ont pas autant de réserves et d'instruments à leur disposition pour affronter la crise, en dépit du fait qu'ils seront les plus durement touchés. De toute manière, on observe dans presque tous les pays un consensus sur la nécessité d'établir des programmes anticycliques de dépenses et d'investissements du secteur public, ainsi que des mesures pour réactiver la demande, stimuler la consommation, maintenir la production et, indirectement, préserver les emplois.

La CEPAL (2009c) a fait l'inventaire des politiques adoptées par les gouvernements de la région jusqu'au premier trimestre 2009 et les a divisées de la manière suivante:

- Politiques monétaires et financières, telles que la réduction des réserves obligatoires et la baisse des taux d'intérêts, destinées surtout à obtenir une liquidité;
- Politiques fiscales, avec un potentiel de réactivation supérieur à celles destinées à augmenter les dépenses, basées sur la diminution des impôts;
- Politiques monétaires et commerciales, qui comptent différentes mesures de subsides ou de bas prélèvements sur les exportations, l'augmentation des impôts à l'importation ou des mesures parafiscales pour les importations, etc., un taux de change compétitif pour

les monnaies locales, la gestion du crédit auprès d'organismes internationaux;

- Politiques sectorielles, selon le cas, le développement des logements, le soutien aux PME, au secteur agricole, au tourisme ou à l'industrie;

- Politiques pour l'emploi et politiques sociales.

Au-delà du maintien ou de l'augmentation des programmes de transferts conditionnels des revenus pour les secteurs les plus pauvres, l'OIT (2008) s'inquiète du fait que les réponses de certains pays dans le domaine des politiques du marché du travail ont été adoptées trop tard et doivent maintenant faire face à de plus grands défis politiques et opérationnels. En ce sens, on observe que les travaux publics sont considérés comme la solution à la création d'emplois, ce qui avantage la main-d'œuvre masculine dans les secteurs de la construction et de l'infrastructure. On n'enregistre aucune mesure spécifiquement destinée à la création d'emplois féminins.

## 8. Réflexions finales

Face à la crise, les programmes de protection et de création d'emploi ainsi que l'assurance chômage doivent faire partie intégrante des politiques. Il est nécessaire d'aller au-delà des projets publics d'infrastructures qui ne prennent pas en compte les besoins de l'emploi féminin à cause de l'inégalité des genres dans le marché du travail. Si des mesures sont prises pour développer le secteur de l'infrastructure, une bonne solution complémentaire serait de créer des emplois autogérés dans des activités commerciales de type associatif qui pourvoieraient des biens et des services à certaines petites localités. Ce genre de mesure pourrait soutenir les activités que

<sup>12</sup> Tel a été le cas en Argentine, lors de sa crise de 2001. Les banques les moins solides ont disparu et les banques restantes se sont concentrées sur un système qui est aujourd'hui plus solide et qui possède une plus grande liquidité.



les femmes pratiquent déjà –souvent comme gagne-pain. Ces mesures pourraient également promouvoir d'autres activités liées à l'économie des personnes qui procurent des soins, pour valoriser socialement et économiquement leurs tâches habituelles. Il existe un manque de volonté de financer des services sociaux liés aux soins, qui sont pourtant essentiels et qui permettraient une diminution du travail non rémunéré.

Le soutien ou le développement de l'emploi n'atteindra pas ses objectifs d'équité tant que la reproduction sociale ne sera pas reconnue comme une responsabilité de la société toute entière. Il faut souligner que les investissements pour la santé, l'éducation, l'attention aux enfants et autres services sociaux comportent des bénéfices. D'un côté, ils génèrent des emplois pour les femmes, principale main-d'oeuvre de ce secteur. De l'autre, ils aident les femmes dans leur charge de travail non rémunéré liées à la reproduction sociale, en atténuant ainsi certains des effets négatifs de la crise qui retombent sur elles et sur leurs enfants. (Seguino, 2009).

Les moyens pour mitiger la crise ne devraient pas laisser de côté les groupes sociaux qui ne se trouvent pas en situation de pauvreté. Il est nécessaire d'établir des programmes qui atteignent les classes moyennes vulnérables, c'est-à-dire les populations qui ne reçoivent pas d'aides de l'État. Ceci est important pour prévenir le glissement de ce secteur vers des situations de pauvreté relative ou extrême. D'un autre côté, les systèmes de sécurité sociale doivent être reconçus pour réduire les signes d'une possible fragmentation sociale et pour améliorer la qualité des services publics et notamment ceux liés aux soins.

Finalement, il est urgent de trouver des solutions à la crise actuelle au-delà du domaine conjoncturel, pour favoriser le développement humain et la durabilité. Les aspects conjoncturels ne sont pas à négliger dans la mesure où ils peuvent compenser les impacts négatifs

immédiats qui ont des conséquences sur le long terme. D'où l'importance de concevoir des politiques compensatoires. Néanmoins, il est désormais plus important que jamais de discuter du développement et l'égalité des genres qui n'est pas étrangère aux impacts sociaux et économiques de ce débat. Au contraire, le féminisme peut contribuer à la recherche de nouvelles stratégies tendant vers le développement humain, à condition que l'objectif de l'activité économique soit des vies dignes. Le féminisme peut nous aider à concevoir une économie au service des personnes. En ce sens, les propositions de changement face à la crise ne devraient pas être introduites de façon verticale, mais plutôt à partir d'un véritable débat démocratique formé de personnes qui ne sont pas seulement considérées comme des productrices ou des consommatrices, sinon comme des Êtres à part entière. Le marché, comme nous l'avons démontré, n'est pas capable de reconnaître et de valoriser la diversité des besoins et des intérêts de la communauté mondiale.

## Références

- Abramo, L. (2006) (editora) Trabajo decente y equidad de género en América Latina. Santiago, Oficina Internacional del Trabajo, 2006
- Buvinic, M (2009) Commission on the Status of Women Fifty-third session New York, 2 – 13 March 2009 Interactive Expert Panel Emerging issue The gender perspectives of the Financial Crisis Written statement\* Submitted by World Bank
- CEPAL (2007) El aporte de las mujeres a la igualdad en América Latina y el Caribe LC/L.2738-P/E agosto 2007. 136 pp. Santiago. Chile
- CEPAL (2008) América Latina: Panorama Social 2008. Santiago. Chile
- CEPAL (2009a) La actual crisis financiera internacional y sus efectos en América Latina y el Caribe . Santiago. Chile
- CEPAL (2009b) Quinta Cumbre de las Américas. Indicadores seleccionados.
- CEPAL (2009c). La reacción de los gobiernos de las Américas frente a la crisis internacional. Quinta Cumbre de las Américas.
- CEPAL (2009d). La inversión extranjera directa en América Latina y el Caribe 2008.
- Fukuda –Parr, S. (2009) Commission on the Status of Women Fifty-third session New York, 2 – 13 March 2009 Interactive Expert Panel Emerging issue The gender perspectives of the Financial Crisis Written statement\*
- Gryspan, Rebeca (2009). La crisis global, sus implicaciones para América Latina y el Caribe y el logro de los Objetivos de Desarrollo del Milenio, 24 de marzo 2009.
- Naudé, Win (2009) Discussion Paper No. 2009/01 The Financial Crisis of 2008 and the Developing Countries \* January 2009
- OMC, Comunicado de Prensa Press/554 24 de marzo de 2009 (09-1423) El comercio mundial en 2008 y perspectivas para 2009.
- OIT: (noviembre de 2008) 303.<sup>a</sup> reunión del Consejo de Administración de la Oficina Internacional del Trabajo. Documento para la sala, sobre las posibles repercusiones de la crisis financiera y económica y posibles respuestas.
- OIT (2009) América Latina y el Caribe frente a la crisis financiera: Recomendaciones de la OIT e iniciativas de los países. Oficina Subregional para el Cono Sur de América Latina.
- Oxfam (2009) Initial Assessment of impacts of Global Economic Crisis in Developing Countries. <http://www.oxfam.org/en>
- Oxfam (2009) Latin America and the Global Economic Crisis. <http://www.oxfam.org/en>
- Oxfam (2009) Paying the price of the economic crisis. <http://www.oxfam.org/en>
- Renzi, Rosa (s/fecha) Género y Transformaciones del Mercado de Trabajo [http://147.83.15.91/Doc/cols\\_new/contenidos/downloads/obtener?id=1522&artcl=&artcr=2](http://147.83.15.91/Doc/cols_new/contenidos/downloads/obtener?id=1522&artcl=&artcr=2) (mayo de 2009).



Seguino, S (2009) Commission on the Status of Women Fifty-third session New York, 2 – 13 March 2009 Interactive Expert Panel Emerging issue The gender perspectives of the Financial Crisis Written statement\*

Sen, A. (2009) "Necesitamos una alianza entre el Estado y el mercado" Entrevista a Amartya Sen. J. P. VELÁZQUEZ-GAZTELU - Madrid - 07/02/2009

Sen, Amartya (2009) El capitalismo más allá de la crisis. <http://www.letraslibres.com/index.php?art=13756>

Ugarteche, O. (2009) La crisis general: Elementos teóricos Peripecias N° 129 - 14 de enero de 2009.

UNDP (2009) Crisis Update No. 5 The Impact of the Crisis on Vulnerable Populations: What Do We Know? 1 28 April 2009 Cluster for Poverty, Human Development and MDGs Regional Bureau for Latin America and the Caribbean.



# L'impact de la crise sur les droits des femmes: les perspectives sous-régionales

## ARTICLES SOUS-RÉGIONAUX

### Article 1 Amérique latine

Les impacts de la crise économique sur l'égalité des genres.

**Par Alma Espino et Norma Sanchís**

### Article 2 Caraïbes

L'impact de la crise économique sur les femmes dans les Caraïbes.

**Par Rhoda Reddock et Juliana S. Foster**

### Article 3 Asie

L'impact de la crise économique sur les femmes dans l'Asie en développement.

**Par Jayati Ghosh**

### Article 4 Îles du Pacifique

L'impact de la crise économique mondiale sur les femmes des Îles du Pacifique: un aperçu.

**Par Karanina Sumeo**

### Article 5 Asie Centrale

L'impact de la crise économique sur les femmes en Asie Centrale.

**Par Nurgul Djanaeva**

### Article 6 Afrique de l'Ouest

La crise financière mondiale et les femmes en Afrique de l'Ouest: Le développement des impacts et les politiques de réponse

**Par Dzodzi Tsikata**

### Article 7 Europe de l'Ouest

L'impact de la crise financière sur les femmes en Europe de l'Ouest.

**Par Wendy Harcourt**

### Article 8 Europe Centrale et de l'Est

L'impact de la crise financière sur les femmes d'Europe Centrale et de l'Est

**Par Ewa Charkiewicz**

### Article 9 États-Unis d'Amérique

L'impact de la crise économique sur les femmes aux États-Unis

**Par Rania Antonopoulos et Taun Toay**

### Article 10 Afrique de l'Est

L'impact de la crise financière sur les femmes en Afrique de l'Est.

**Par Zo Randriamaro**